

# LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

2012

## INVESTIR DANS L'AGRICULTURE pour un avenir meilleur

*La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012: investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur* montre que ce sont les agriculteurs qui investissent le plus dans l'agriculture des pays en développement et que toute stratégie d'amélioration des investissements agricoles doit donc être axée sur les agriculteurs et sur leurs décisions d'investissement. Le rapport présente également des informations concrètes sur la façon de mieux utiliser les ressources publiques pour stimuler les investissements privés, notamment ceux des agriculteurs, et orienter les ressources publiques et privées de manière à produire de meilleurs résultats sur le plan social. Le présent rapport se concentre sur l'accumulation de capital de la part des agriculteurs et sur les investissements publics destinés à faciliter une telle accumulation.

Les investissements agricoles jouent un rôle essentiel si l'on veut promouvoir la croissance agricole, réduire la pauvreté et la faim et jeter les bases d'un environnement durable. Dans les régions du monde où la faim et la pauvreté extrême sont les plus répandues aujourd'hui – Asie du Sud et Afrique subsaharienne –, les taux d'investissement par travailleur agricole ont stagné, voire baissé, au cours des 30 dernières années. Selon des données récentes, la situation serait en voie d'amélioration, mais pour éradiquer durablement la faim dans ces régions et dans d'autres, il faut relever considérablement le niveau des investissements consacrés à l'agriculture par les agriculteurs eux-mêmes et améliorer très fortement les investissements publics dans ce secteur, sur le plan tant qualitatif que quantitatif.

RÉSUMÉ





2012

# LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

## Les agriculteurs doivent être placés au centre de toute stratégie d'investissement

On trouvera, dans le présent rapport, les données les plus détaillées disponibles à ce jour sur le niveau relatif des investissements et des dépenses dans les pays à faible et à moyen revenu, pour les quatre catégories que sont les agriculteurs, les pouvoirs publics, les donateurs et les investisseurs étrangers privés. Comme les investisseurs publics et privés consacrent leurs dépenses à différentes choses, pour des motifs différents, il n'est guère facile d'établir une distinction nette entre les investissements et les dépenses. On peut dire, pour simplifier, que les investissements comportent une accumulation d'actifs qui débouchera, à l'avenir, sur une hausse des revenus et d'autres avantages, alors que les dépenses comprennent les dépenses courantes et les paiements sous forme de transfert qui ne sont pas considérés, normalement, comme des investissements.

Malgré ces limites conceptuelles et empiriques, les meilleures données disponibles montrent que, dans les pays à faible ou à moyen revenu, les investissements que les agriculteurs consacrent à l'équipement de leurs propres exploitations agricoles sont, chaque année, plus de quatre fois plus importants que les investissements des pouvoirs publics dans le secteur agricole. De plus, les investissements des agriculteurs sont de loin supérieurs aux dépenses que les donateurs internationaux et les investisseurs étrangers privés consacrent à l'agriculture. Étant donné que les investissements des agriculteurs jouent un rôle prépondérant, il est essentiel de les placer au centre de toute stratégie visant à améliorer le montant et l'efficacité des investissements agricoles.

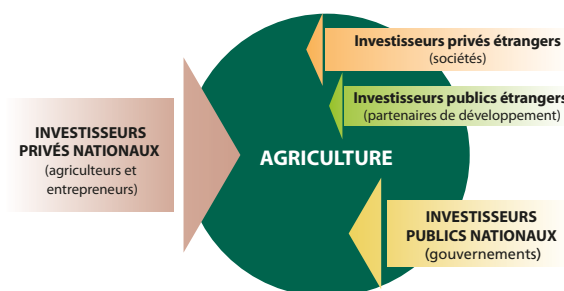
## Il est essentiel, pour l'agriculture, de mettre en place un environnement porteur qui encourage les investissements

Les décisions d'investissement des agriculteurs sont directement influencées par le climat général entourant les investissements. S'il est vrai que de nombreux agriculteurs investissent même si le climat d'investissement n'est pas favorable (notamment parce qu'ils n'ont guère d'autre choix), une série importante de données, présentée ici, montre que les agriculteurs investissent davantage en présence d'un environnement favorable et que leurs investissements ont alors plus de chances de produire des effets positifs sur le plan social et économique.

Or, on sait que la présence ou l'absence d'un environnement favorisant les investissements dépend des marchés et des gouvernements. Les marchés fournissent des incitations aux agriculteurs et à d'autres entrepreneurs privés sous forme de prix qui leur signalent où et quand il existe de bonnes possibilités d'effectuer des investissements fructueux. Quant aux gouvernements, ils doivent mettre en place un environnement juridique, normatif et institutionnel permettant aux investisseurs privés de répondre aux possibilités commerciales de façon socialement responsable. Faute d'un environnement porteur et d'incitations commerciales adéquates, les agriculteurs n'investiront pas suffisamment dans l'agriculture et leurs investissements risquent de ne pas produire des effets optimaux sur le plan social. L'une des principales priorités des investissements du secteur public sera donc de mettre en place et de maintenir un environnement porteur pour les investissements privés.

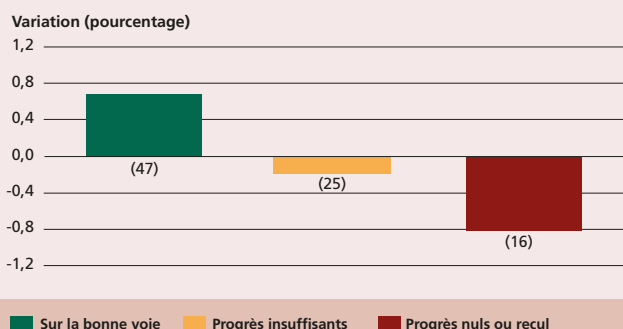
On sait quels sont les éléments concourant à un environnement favorable aux investissements: bonne gouvernance, stabilité macroéconomique, politiques commerciales stables et transparentes, institutions commerciales efficaces et respect des droits de propriété; nombre de ces éléments ont la même importance pour le secteur agricole, sinon plus. Les gouvernements peuvent également influencer les stimulants commerciaux incitant à investir dans l'agriculture, par rapport à d'autres secteurs, notamment en soutenant ou en taxant le secteur agricole, ou encore en intervenant sur les taux de change et les politiques commerciales, ce qui veut dire qu'il faut veiller à assurer

### Sources d'investissement dans l'agriculture



Source: FAO.

**Variation annuelle moyenne du capital d'exploitation agricole, par travailleur, et progrès accomplis sur la voie de la réalisation de l'OMD concernant la réduction de la pauvreté, de 1990-92 à 2007**



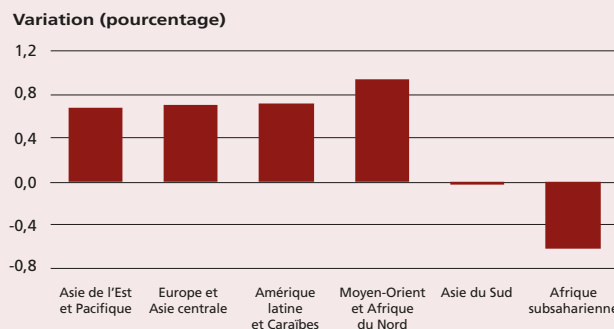
Notes: L'OMD se rapportant à la réduction de la faim se réfère à la Cible 1C, qui est de réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim. Le nombre de pays pour chaque catégorie est indiqué entre parenthèses.  
Source: Calculs des auteurs, à partir de données de la FAO (2012a) et de FAO, FIDA et PAM (2012).

un traitement équitable à l'agriculture. Pour mettre en place un cadre d'investissement approprié dans le secteur agricole, il faut aussi incorporer les coûts et avantages environnementaux dans les stimulants économiques offerts aux investisseurs dans ce domaine et créer des mécanismes facilitant la transition vers des systèmes durables de production agricole.

### Les gouvernements peuvent aider les petits agriculteurs à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent en matière d'investissements

Dans de nombreux pays à faible ou moyen revenu, les agriculteurs sont confrontés à un environnement peu favorable et n'ont guère d'incitations pour investir dans l'agriculture. Les petits exploitants agricoles sont souvent confrontés à des contraintes spécifiques, comme la pauvreté extrême, les droits de propriété mal garantis, l'accès insuffisant aux marchés et aux services financiers, la vulnérabilité aux chocs et des capacités limitées pour faire face au risque. Il faut veiller à ce que les règles soient les mêmes pour les petits exploitants et pour les grands investisseurs, et ce pour des raisons d'équité et d'efficacité économique. Cela est particulièrement vrai pour les femmes travaillant dans l'agriculture, qui rencontrent souvent des contraintes encore plus importantes. Des associations de producteurs efficaces et ouvertes à tous peuvent aider les petits exploitants agricoles à surmonter certains des obstacles qu'ils rencontrent lorsqu'ils cherchent à accéder aux marchés, aux ressources naturelles et aux services financiers. Les transferts sociaux et les programmes de protection sociale peuvent également être des moyens permettant aux exploitants agricoles les plus pauvres d'augmenter leurs actifs. Ils peuvent aider à surmonter

**Variation annuelle moyenne du capital d'exploitation agricole, par travailleur, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, 1980-2007**



Notes: Pour les pays d'Europe et d'Asie centrale, les variations annuelles moyennes sont calculées pour la période de 1992 à 2007.  
Source: Calculs des auteurs, à partir de données de la FAO (2012a) et de la Banque mondiale (2012).

deux des principales contraintes rencontrées par les petits agriculteurs pauvres: le manque d'épargne propre et d'accès au crédit, et le manque d'assurance contre les risques. Grâce à ces mécanismes, les petits agriculteurs et les ménages ruraux pauvres peuvent constituer des actifs et échapper au piège de la pauvreté, mais le choix qu'ils effectueront parmi les actifs (humains, matériels, naturels ou financiers) et parmi les activités (agricoles ou non agricoles) dépendra de la structure générale des mesures incitatives, ainsi que des circonstances particulières des ménages.

### Les investissements privés de grande ampleur offrent des possibilités intéressantes, mais exigent une bonne gouvernance

L'intensification des flux financiers internationaux, sous forme d'acquisitions de terres à grande échelle par des sociétés privées, de fonds d'investissement et de fonds souverains, a retenu toute l'attention de la communauté internationale. Vu leur ampleur limitée, ces investissements n'auront probablement qu'un effet marginal sur la production agricole mondiale, mais ils pourraient avoir des retombées au niveau local et peser sur les possibilités de croissance future; on s'est donc inquiété de leurs effets négatifs possibles sur le plan social et environnemental, notamment dans les pays à faible revenu, qui n'ont pas les capacités suffisantes pour mettre en place et appliquer des cadres réglementaires dans ce domaine.

Les investissements à grande échelle offrent de bonnes possibilités d'augmentation de la production et des recettes d'exportation, de création d'emplois et de promotion des transferts de technologies, mais ils présentent aussi des risques d'empiétement sur les droits des utilisateurs actuels des terres et peuvent produire des retombées négatives

pour l'environnement. Il s'agit, de toute évidence, d'améliorer la capacité des gouvernements et des communautés locales pour qu'ils négocient mieux les contrats, en respectant les droits des communautés locales, et qu'ils soient mieux en mesure de contrôler et de faire appliquer ces contrats. Des instruments comme les Principes pour un investissement agricole responsable et les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale fournissent un cadre de référence utile dans ce domaine. Il faut encourager les grands investisseurs à adopter d'autres modes de fonctionnement, plus largement ouverts, de manière à favoriser une plus large participation directe des agriculteurs locaux aux chaînes de valeur agricoles.

### L'investissement dans des biens publics a des effets très positifs sur la croissance agricole et la réduction de la pauvreté

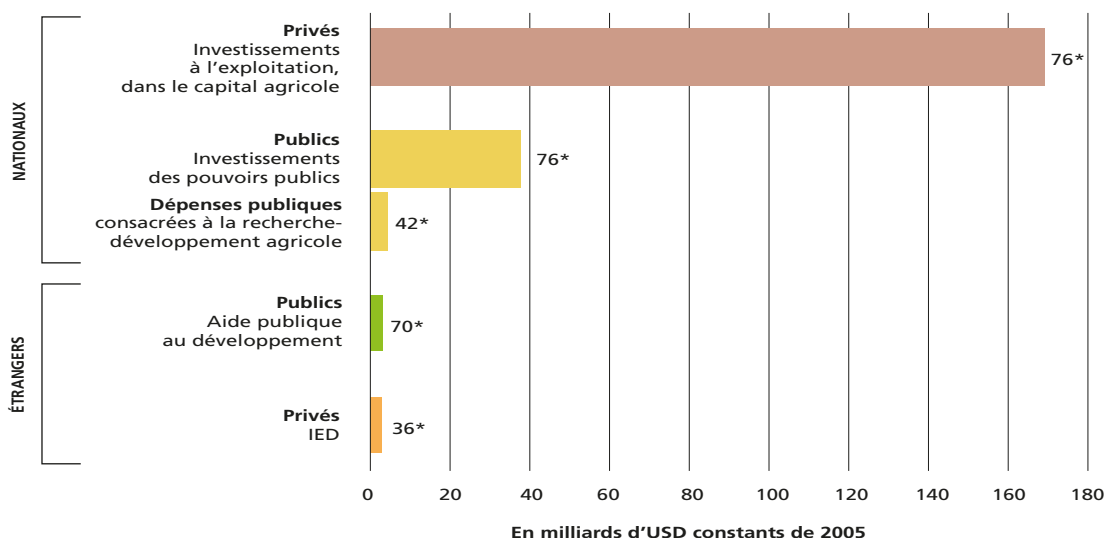
La fourniture de biens publics est une part essentielle de l'environnement porteur à mettre en place pour encourager les investissements agricoles. Les données recueillies dans de nombreux pays, au cours de cinq décennies, montrent que les investissements publics consacrés à la recherche

et au développement agricole, à l'éducation et aux infrastructures rurales sont plus rentables que d'autres dépenses comme la subvention des intrants. L'investissement dans des biens publics utiles à l'agriculture a des incidences très positives sur la productivité agricole et la réduction de la pauvreté, ce qui montre que ces deux objectifs sont souvent compatibles, et non pas antagonistes. En outre, en milieu rural, les investissements dans les biens publics seront probablement complémentaires, par nature; ainsi, les investissements dans l'éducation et les infrastructures rurales ont tendance à améliorer les investissements agricoles et figurent souvent parmi les principaux facteurs de croissance agricole et, en général, de croissance économique en milieu rural. Les effets relatifs d'autres types d'investissement varient d'un pays à l'autre – d'où la nécessité de définir localement les priorités en matière d'investissement – mais il faut bien admettre qu'en milieu rural, les investissements dans des biens publics produisent des résultats qui se renforcent mutuellement.

### Améliorer l'efficacité des dépenses publiques

Malgré les preuves innombrables démontrant les bons résultats économiques et sociaux des investissements dans des biens publics,

Investissements dans l'agriculture de certains pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, par source de financement



\* Nombre de pays

Source: Lowder, Carisma et Skoet (2012).





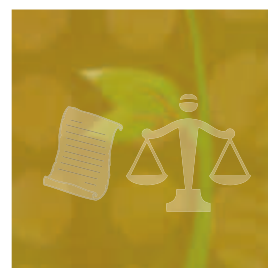
qui appuient directement ou indirectement l'agriculture, les allocations budgétaires des gouvernements ne reflètent pas toujours cette priorité; de plus, les dépenses effectives ne correspondent pas toujours aux allocations budgétaires. Différents facteurs politiques et économiques sont responsables de cet état de choses: action collective de puissants groupes d'intérêt, attribution difficile des responsabilités pour le succès d'investissements ayant de longs délais d'exécution et des effets diffus (comme nombre de biens publics relevant du secteur agricole et rural), mauvaise gouvernance et corruption. Le renforcement des institutions rurales et la promotion de la transparence lors de la prise de décisions peuvent contribuer à améliorer l'aptitude des gouvernements et des donateurs à allouer les ressources limitées dont ils disposent en veillant à maximiser les effets sociaux des ouvertures de crédit. De nombreux gouvernements s'efforcent d'améliorer la planification, le ciblage et l'efficacité de leurs dépenses, y compris en établissant des processus budgétaires plus transparents et plus largement ouverts. Il reste cependant beaucoup à faire pour encourager de tels efforts.

### Messages clés du rapport

- **L'investissement dans l'agriculture est l'une des stratégies les plus efficaces pour réduire la pauvreté et la faim et promouvoir la durabilité.** Les régions où le capital agricole et les dépenses publiques agricoles par travailleur ont stagné ou baissé au cours des trente dernières années sont aussi, actuellement, les épicentres de la pauvreté et de la faim dans le monde. Dans les prochaines décennies, la croissance de la demande de produits agricoles aggravera les pressions exercées sur les ressources naturelles, qui sont déjà fortement dégradées dans de nombreuses régions en développement. Il faut réaliser des investissements pour conserver les ressources naturelles et assurer la transition vers une production durable. Si l'on veut éradiquer une fois pour toutes la faim, il faudra augmenter fortement les investissements agricoles et, surtout, améliorer la qualité de ces investissements.
- **Les agriculteurs sont de loin la principale source d'investissements dans l'agriculture.**

On s'est récemment intéressé aux investissements étrangers directs et à l'aide publique au développement, mais les investissements réalisés par les agriculteurs eux-mêmes sont nettement supérieurs à ces sources d'investissement et dépassent aussi largement les investissements publics, malgré les environnements peu favorables où évoluent de nombreux agriculteurs. En effet, les investissements dans des biens d'équipement agricole, à l'exploitation, représentent plus du triple de toutes les autres sources de financement réunies.

- **Les agriculteurs doivent être au centre de toute stratégie d'accroissement des investissements en agriculture, mais ils n'investiront de manière adéquate que si le secteur public crée un climat favorable aux investissements agricoles.** On sait bien quelles sont les conditions essentielles à remplir, mais souvent, on n'en tient pas compte. La mauvaise gouvernance, l'absence de l'état de droit, le niveau élevé de la corruption, les droits de propriété mal assurés, les règles commerciales arbitraires, la taxation relative de l'agriculture par rapport à celle d'autres secteurs, le manque d'infrastructures et de services publics adéquats en milieu rural et le gaspillage de ressources publiques pourtant limitées sont autant de facteurs qui contribuent à accroître les coûts et les risques liés à l'agriculture et réduisent fortement l'incitation à investir dans le secteur agricole. Les gouvernements doivent investir dans le renforcement des institutions et des capacités humaines, de manière à maintenir un environnement favorable aux investissements agricoles.
- **Il est certes indispensable de mettre en place un environnement favorable aux investissements agricoles, mais cela ne suffit pas pour permettre aux très nombreux petits agriculteurs d'investir, ni pour que les grands investissements répondent aux objectifs souhaités sur le plan social.**
  - **Les gouvernements et les donateurs ont une responsabilité spéciale à assumer pour aider les petits agriculteurs à surmonter les obstacles qui se présentent à eux pour l'épargne et l'investissement.** Les petits agriculteurs sont souvent confrontés à de grandes



difficultés lorsqu'ils tentent d'investir dans l'agriculture, car ils fonctionnent à un niveau si proche de la survie qu'ils n'arrivent pas à épargner ou à prendre en charge de nouveaux risques. Ils ont besoin de droits de propriété garantis et de meilleurs services publics et infrastructures rurales. Des associations de producteurs plus solides, comme des coopératives, pourraient les aider à gérer les risques et à réaliser des économies d'échelle pour l'accès aux marchés. Des dispositifs de protection sociale et des paiements de transfert peuvent en outre les aider à accumuler du capital et à conserver leurs actifs, dans le secteur agricole ou toute autre activité de leur choix.

- **Les gouvernements, les organisations internationales, la société civile et les investisseurs privés doivent veiller à ce que les investissements à grande échelle dans l'agriculture produisent des effets positifs sur le plan social et soient durables d'un point de vue environnemental.** Les investissements à grande échelle, y compris ceux des sociétés étrangères et des fonds souverains, offrent de bonnes possibilités d'emploi et de transfert de technologies dans le secteur agricole, mais peuvent aussi menacer les moyens d'existence des populations locales, notamment dans le cas de droits de propriété mal définis. Il faut améliorer la gouvernance de ces investissements, en favorisant les modèles de transparence, de responsabilisation et

de partenariat ouvert qui ne donnent pas lieu à des transferts de terres et offrent à la population locale l'occasion de tirer profit de ces investissements.

- **Les gouvernements et les donateurs doivent s'attacher à canaliser les fonds publics limités dont ils disposent vers la fourniture de biens publics essentiels, générant d'importantes retombées sur le plan économique et social.** Les priorités en matière d'investissement public varieront d'un pays et d'une époque à l'autre, mais il apparaît clairement que certains types de dépenses sont meilleurs que d'autres. Les investissements dans des biens publics comme la recherche agricole vouée à l'amélioration de la productivité, les routes rurales et l'éducation ont invariablement des retombées plus positives pour la société que les subventions encourageant l'utilisation d'engrais, par exemple, car celles-ci sont souvent monopolisées par les élites rurales et réparties d'une façon qui nuit aux fournisseurs privés d'intrants. De telles subventions sont peut-être populaires sur le plan politique, mais elles représentent rarement une utilisation rationnelle des fonds publics. S'ils se concentrent effectivement sur les biens publics, y compris la gestion durable des ressources naturelles, les gouvernements peuvent accroître les effets des dépenses publiques sur la croissance agricole et la réduction de la pauvreté. Les gouvernements doivent investir dans le renforcement des institutions et des capacités humaines, de manière à mettre en place un environnement porteur, favorable aux investissements agricoles.

